

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.931

Le président de Téréos Océan Indien met les politiciens au pied du mur

Echéance 2017 : seule une décision politique sauvera la filière



C'est au politique de prendre ses responsabilités pour sauver la filière. A 24 heures de l'arrivée de François Hollande, le message est clair.

Dans le Quotidien d'hier, le président de Téréos Océan Indien, propriétaire des deux dernières usines sucrières de La Réunion, a fait part de son attente vis à vis du chef de l'Etat: «nous attendons qu'il confirme que ce modèle est toujours celui que l'on veut pour La Réunion». Car «c'est un modèle social qui résulte d'un choix politique». Ce modèle, ce sont des exploitations familiales qui permettent de soutenir «un fort potentiel d'emplois».

Puis, répondant à une question du «Quotidien» sur une fermeture éventuelle de l'usine de Bois-Rouge, le président Téréos répond ceci: «l'inquiétude des acteurs de la filière est légitime eu égard aux orientations politiques de l'Europe avec la fin des quotas au 1er octobre 2017 et les

accords de libre échange. Sans accompagnement complémentaire, nous irons vers une remise en cause du modèle social réunionnais.

A chaque modification de l'organisation commune du marché, il y a eu une grande inquiétude comme en 2005. A l'époque, l'Europe et l'Etat ont su mettre en place des mesures spécifiques. Il nous faut des mesures nouvelles.

Mais la fermeture d'une usine n'aurait pas beaucoup de sens. Chaque usine est aujourd'hui sur son bassin. Si on fermait Bois-Rouge, les cannes arriveraient à perte dans le Sud. Cela coûterait trop cher de les transporter. Ce n'est pas une option qui me paraît intéressante. Cela n'apporterait pas de solution».

Sur la fermeture de Bois-Rouge

Le président de la société propriétaire des usines confirme donc que dans l'état actuel de la filière, sa survie dépend d'une décision politique. Sans accompagnement pour faire face aux effets de la fin du prix garanti, alors ce sera la remise en cause des emplois directs et indirects de la canne à sucre. Il apporte un éclairage sur les effets de la fermeture de Bois-Rouge: la fin des exploitations cannières du Nord et de l'Est. Une option qui pour le moment n'est pas intéressante. Elle ne ferait que retarder l'échéance pour le Sud et l'Ouest. Autrement dit, il n'y a pas de «sens» de fermer Bois Rouge et de laisser le Gol. Si «on» doit fermer,

ce sera les 2 en même temps! Quand le Commissaire européen Ciolos est venu, il a bien déclaré que l'avenir dépendra de «la stratégie de l'industriel». Et, l'industriel a parlé.

Loin de dissiper les craintes, cette interview rappelle que seule une décision politique décidera du maintien des emplois de la filière canne, et donc de la survie des 2 usines; ce qui confirme que sur un plan strictement économique, La Réunion est condamnée à être battue par ses concurrents dans le libre-échange.

Aide annuelle de 200 millions d'euros

Les données sont connues par tous les députés depuis le mois de mai, et par les personnes concernées depuis jeudi dernier, date du début d'une

campagne d'explication menée par les militants du PCR en direction des planteurs et des ouvriers d'usine.

Dans l'urgence, il est demandé à l'Etat d'augmenter ses subventions pour que le volume total des aides puisse atteindre 200 millions d'euros. Ce soutien public permettra au sucre réunionnais de compenser son déficit de compétitivité par rapport au sucre de betterave et aux sucres roux importés d'Amérique latine. Il faudra donc que Paris arrive à convaincre les planteurs de betteraves et les autorités européennes pour faire passer un tel soutien. C'est pourquoi la volonté politique est le moyen de faire basculer la décision des sucriers européens.

Mobilisation relayée au Sénat

A La Réunion, l'appel lancé depuis 2004 par le PCR rencontre un écho

plus favorable à l'approche de la visite de François Hollande.

Deux collectivités, Région et Département, sont en effet unanimes dans des motions adoptées en Commission permanente (voir ci-après): il faut sauver la filière et Paris doit prendre ses responsabilités pour atteindre cet objectif.

Au niveau des Communes, seul le maire de Sainte Suzanne est monté au créneau pour soutenir les planteurs sur sa commune. Où sont les mairies des 23 autres?

Au Sénat, la revendication réunionnaise a été relayée par un élu du groupe de Paul Vergès. En effet, lors de l'examen de la loi d'avenir sur l'agriculture, la semaine dernière, le sénateur Le Cam a lancé un vibrant appel au soutien de la filière canne.

M.M.

Soutien du Conseil général

Les Conseillers généraux de La Réunion réunis en Commission Permanente le 22 juillet 2014:

ATTIRENT L'ATTENTION du Gouvernement et des différentes instances représentatives concernées à l'échelle nationale, européenne et internationale sur l'importance d'accompagner sans relâche la filière canne à sucre réunionnaise d'ici la fin des quotas et prix garantis programmée au 30 septembre 2017, et au-delà de cette échéance;

REQUIERENT l'installation par le Gouvernement, d'ici l'automne 2014, d'un groupe de travail intra et inter DOM, représentatif de l'ensemble des acteurs de la filière, afin de dresser le bilan des réflexions déjà entreprises et de construire un programme d'actions destiné à sécuriser le devenir de cette filière dans ses différents aspects d'ici le printemps 2015;

DEMANDENT expressément au Gouvernement de prendre les mesures et les engagements financiers nécessaires permettant à la filière de garantir la pérennité et la compétitivité des exploitations cannières réunionnaises avant la date butoir de la fin prévue des quotas et des prix garantis.

Soutien du Conseil régional

Les Conseillers régionaux de La Réunion réunis en Commission Permanente le 1er juillet 2014:

ATTIRENT L'ATTENTION sur l'importance immédiate de restaurer la confiance des professionnels en préservant les emplois et en garantissant leurs revenus;
ESTIMENT prioritaire d'apporter des solutions concrètes pour sécuriser l'avenir de la filière, anticiper les mutations et l'évolution de l'agriculture réunionnaise;
DEPLORENT le fait que l'urgence et la gravité de cette question n'aient pas été suffisamment prises en compte, face à l'échéance connue depuis près de dix ans de la fin des quotas sucriers;
SOULIGNENT la nécessité de mobiliser, avec détermination et sans attendre, toutes les énergies pour offrir des perspectives de développement à la filière «canne-sucre-rhum-énergie», assurer la compétitivité de l'industrie, préserver l'emploi et garantir le revenu des planteurs;
PLAIDENT pour que le Gouvernement apporte des garanties aux professionnels en veillant à une plus grande cohérence entre les volets «interne» et «externe» de la Politique Agricole Commune pour, d'une part, permettre

à la filière de faire face dans des conditions optimales, à une concurrence exacerbée à l'échelle internationale, et d'autre part, permettre un meilleur partage des richesses issues de la valorisation des produits et des co-produits de la canne;

DEMANDENT au Président de la République et au Gouvernement d'explorer toutes les possibilités offertes par l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'UE, pour adopter des mesures garantissant la défense des régions ultrapériphériques, notamment de La Réunion, très affectée par les orientations de la récente réforme de la Politique Agricole Commune sur le sucre;

DEMANDENT au Gouvernement de communiquer aux acteurs réunionnais les résultats de l'étude relative à «l'évaluation des aides à la filière sucre des départements d'Outre-Mer» menée récemment par le Cabinet SOLVING EFESO;

RECOMMANDENT au Gouvernement la mise en place, sans délai, d'un groupe de travail sur ce dossier crucial, associant l'ensemble des acteurs concernés, et chargé d'examiner les conséquences de la suppression des quotas, de proposer des mesures adéquates visant à assurer l'avenir de la filière.

Édito

Apparemment, le Président de la République arrive chez nous, demain aux petites heures

Ne soyez pas étonnés si j'écris «apparemment» car les tensions actuelles, en France et dans le monde, n'incitent guère à un déplacement aussi éloigné et une absence de plusieurs jours. Cela n'a rien à voir avec les qualités civiques des citoyens de La Réunion qui attendent cette visite avec impatience! Jusqu'à maintenant, avec une douzaine de visites ministérielles, nous n'avons pas manqué... «d'affection (sic)», à défaut de solutions aux problèmes d'emploi, de logement, de prix, de gouvernance etc.

Je dis «apparemment» car le ministre de l'Agriculture, Le Fol, a déjà déclaré forfait alors que le dossier de la canne, et plus largement l'agriculture, le concernait au plus au point. Il semble qu'il a eu un coup de «chaud». Dommage car c'est lui qui a tranché pour la fin des quotas en 2017 alors que le Parlement Européen avait souhaité 2020. Il aurait été très intéressant de lui rappeler que son collègue Jean Claude Fruteau considère comme une victoire le fait d'avoir repoussé l'échéance de 2 ans car le Conseil Européen avait voulu 2015. Alors pourquoi a-t-il trahi les planteurs de cannes? L'alerte lancée par le PCR a déjà fait réagir Fruteau et Téréos, question de déminer le dossier.

Je dis «apparemment», car le Président de la République a besoin de se rattraper après sa mauvaise prestation au regard de l'agression

d'Israël envers les Palestiniens. Son communiqué de soutien à Nethanyaou est mal passé aux yeux de l'opinion. Les choses peuvent dégénérer à n'importe quel moment et surtout à Paris. Les premières condamnations sévères de jeunes Parisiens qui ont pris part à la manif de soutien aux Palestiniens, passent très mal et expriment la réaction d'une gouvernance aux abois qui frappe fort pour servir de leçon.

On peut aussi supputer, comme le font les «grands journalistes», que Hollande n'a pas envie de laisser Valls apparaître comme le vrai chef de l'exécutif, qui distille dans l'opinion l'idée qu'il pourrait bien se passer de lui. Il doute bien que ce n'est pas le moment de dire «je lui fais confiance» et lui laisser la clef de la maison France.

Enfin, comment va-t-il rendre compte de ses engagements vis à vis de tous ceux qui se rappellent du slogan de campagne électorale: «le changement c'est maintenant.» Il paraît qu'il manie l'humour. Dans ce cas, mieux vaut dire aux Réunionnais que c'était pour le Fun!

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Vendredi devant la préfecture

L'intersyndicale appelle au rassemblement militant

L'intersyndicale, réunissant la CGTR, Saiper, l'Unef, la FSU, Solidaires et FO, a évoqué le contexte économique et social à la veille de la venue de François Hollande, à La Réunion. Une visite qui intervient «au moment où il y a une crise non ordinaire», qui touche l'ensemble de la société réunionnaise.



L'Intersyndicale UNEF, FSU, CGTR, SOLIDAIRES, SAIPER, FO a donné son point de vue sur la visite de François Hollande.

L'intersyndicale a prévue un «rassemblement militant», vendredi 25 juillet à 10h devant la préfecture, a expliqué Marie-Hélène Dor, de la FSU. Cette dernière a indiqué qu'à cette occasion, le courrier envoyée par l'intersyndicale sera communiqué à la presse. Un courrier qui pose les principales revendications des organisations, toutes unies contre l'ANI et le Pacte de responsabilité.

Une absence de dialogue social

L'ensemble des syndicats s'accorde à dénoncer la politique gouvernementale en faveur du patronat, à travers une remise en cause du code du travail. «On avait dit que les patrons allaient utiliser la crise pour attaquer les salariés, avec la complicité du gouvernement», a expliqué Ivan Hoareau, de la CGTR. Ce dernier a pointé du doigt «deux instruments qui cristallisent» cette politique: l'Accord National Interprofessionnel (ANI) et le Pacte de responsabilité, destiné à économiser près de 50 milliards sur «le dos des gens», a indiqué Stéphane Maillot, de l'Unef.

Pour ce dernier, «François Hollande a oublié que c'est notre camp social qui l'a porté», ajoutant que ce dernier «nous

a trahit, car il avait promis mieux que ça». Un constat partagé par l'ensemble des syndicalistes présents. Ces derniers ont dénoncé les réformes mises en place destinées à «donner plus de flexibilité au travail» et imposer plus «de flexibilité salariale parce que le coût du travail est trop élevé», a expliqué Ivan Hoareau.

Pour le syndicaliste de Solidaires, Johnny Michel, «les travailleurs sont de plus en plus pauvres», mais surtout «les élus ne font rien pour nous aider à aller plus loin». «On a demandé à être reçu par Georges Pau Langevin, elle avait refusé. On a demandé à rencontrer François Hollande, c'est elle qui nous reçoit». «Il faudra stopper à un moment les visites bonbons piments et se pencher sur les réels problèmes», a assuré ce dernier.

Pour Marie-Hélène Dor, «la conférence sociale a été un échec. Il y a nécessité à relancer le dialogue social». D'autant plus que «le pacte de responsabilité tape sur le coût du travail et sa réduction. Il y a une rupture dans les orientations politiques» mises en place par le gouvernement. Une rupture qui se traduit pour Johnny Michel par «on a changé d'homme mais pas de politique», en référence à la politique mise en place par Nicolas Sarkozy.

Une «rupture» avec le gouvernement

Pour le syndicat Force Ouvrière, le constat est clair, «une catastrophe». A mi-mandat, la politique de François Hollande «ne correspond pas aux attentes des réunionnais et des salariés. L'ANI est une catastrophe, c'est un accord nullement acceptable». Cet accord impose une baisse salariale, une remise en cause du temps de travail, la mobilité forcée et une diminution des indemnités en cas de licenciements abusifs. Un accord qui ne satisfait pas les syndicalistes, qui dénoncent les cadeaux fait aux patrons.

Concernant le Pacte de responsabilité, celui-ci est «inacceptable» pour les syndicats. D'autant que «les patrons demandent de plus en plus de subventions, mais il n'y a aucun contrôle de ce qui est fait» et les créations d'emploi ne sont pas garanties, a expliqué le représentant de FO. Pour ce dernier, «le train passe et les salariés sont oubliés». D'autant plus que «concernant le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), on ne peut pas dire qu'il y a une création concrète d'emploi par le patronat».

Les syndicats «espèrent avoir des réponses» lors de leur rencontre avec

la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin. Pour sa part, Nelson Técher de FO Santé, a tenu à indiquer que la situation dans la santé se dégrade d'année en année à La Réunion. «Le nombre d'heures supplémentaires est passée à 2000 heures par an en moyenne. Alors qu'on parle de bien être au travail, c'est un leurre».

Une unité syndicale difficile

Face aux difficultés à mobiliser, reconnues par les syndicats, «le paysage syndical est représenté» pour le représentant de FO, qui a indiqué que l'unité entre les «anti-ani et les anti-pacte de responsabilité». «On est toujours dans la mouvance d'opposition au gouvernement», a-t-il ajouté. Ce dernier a reconnu que «c'est grave de ne pas avoir d'unité syndicale, mais c'est aussi le jeu des entreprises».

Il y a «un problème» au niveau de l'unité d'action a ajouté Ivan Hoareau, qui fait face à «une crise interne». Cependant, «c'est au moment, où on a besoin d'unité que face à la crise, on voit les prises de positions» des uns et des autres, a ajouté ce dernier. Les syndicats ont référence à la CFDT, proche du parti présidentiel, qui n'a pas appelé à la mobilisation lors de la venue de François Hollande.

De son côté, Nelson Técher a expliqué que «la mobilisation est de plus en plus difficile parce que le contexte social l'est. Le pouvoir d'achat est en baisse, beaucoup de travailleurs sont endettés, ils doivent rester au travail. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas d'accord avec nos actions, bien au contraire». Une action qui sera organisée vendredi 25 juillet à Saint-Denis, devant la préfecture à 10h, afin d'informer François Hollande de la situation économique et sociale dégradée à La Réunion.

Pour conclure, le représentant de Saiper a appelé tous les enseignants et parents d'élèves à manifester, ce vendredi, dont la politique gouvernementale et notamment la réforme des rythmes scolaires, qui a été faite «sans concertation avec les syndicats».

Céline Tabou

Un appel soutenu par Younous Omarjee

Pour une protection internationale du peuple Palestinien et la fin du siège de Gaza

Younous Omarjee annonce une initiative prise par une centaine de personnes en Europe: une pétition appelant le gouvernement français et les autorités européennes à la protection du peuple Palestinien.

Younous Omarjee, Patrick Le Hyarick et 100 autres personnalités françaises et européennes ont lancé ce mercredi 23 juillet une pétition appelant le gouvernement français et les autorités européennes à la protection du peuple Palestinien.

Le Député européen invite l'ensemble des citoyens et des personnalités ultramarines à signer cette pétition et cet appel pour le respect des palestiniens, la fin immédiate de la guerre, des morts, du blocus de Gaza, de l'oc-

cupation et de la répression qui se déroulent à l'encontre du peuple palestinien et à l'encontre des palestiniens victimes de ce qui est devenu le siège de Gaza.

Younous Omarjee participera ce mercredi 23 juillet à la manifestation organisée à Paris en soutien au peuple palestinien. Il sera également présent vendredi 25 et samedi 26 juillet à la Réunion, puis samedi 26 et dimanche 27 juillet à Mayotte, à l'occasion de la visite de François Hollande.



après avoir participé à la manifestation de soutien au peuple palestinien, Younous Omarjee sera demain à La Réunion.

La pétition peut être signée sur le site du journal l'humanité à l'adresse suivante : www.humanite.fr/notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-signez-la-petition

Assez de massacres ! Assez de violences et de haines ! Nous appelons le gouvernement français et les autorités européennes à prendre des initiatives à la hauteur du drame qui se noue et pour obtenir un cessez le feu immédiat. Que les armes se taisent et que l'on prenne le chemin du dialogue, de la diplomatie et de la politique ! La base de celui-ci est le droit international, la fin du blocus de Gaza, l'arrêt de la colonisation, la fin de l'occupation et la libération des prisonniers politiques palestiniens. C'est la condition de la paix et de la sécurité pour les peuples israéliens et palestiniens. Ensemble, nous demandons que le peuple palestinien soit placé sous protection internationale et que la France et l'Union Européenne proposent d'urgence une aide humanitaire, médicale et sanitaire pour les victimes en commençant par les enfants

Les Réunionnais devront-ils payer des milliards pour que la France soit ridiculisée à la conférence mondiale sur le climat organisée à Paris?

NRL : 5 associations interpellent François Hollande

Monsieur le Président, Vous avez souhaité faire précéder votre visite par celle de votre ambassadeur pour la protection de la planète, M. Nicolas Hulot; ainsi, vous n'ignorez rien du rejet grandissant de la nouvelle «route en mer». Les inquiétudes nées des transgressions à la démocratie dont ce projet inadapté à notre île a bénéficié jusqu'ici ont déjà suscité douze recours contentieux.

Nous voulons par cette lettre, vous faire connaître les attentes profondes des Réunionnais, dont nous prenons l'avis depuis près de deux ans: en tant que Président, vous avez le pouvoir de redresser les erreurs d'aménagement du passé.

Le franchissement du massif montagneux qui sépare les parties « au vent » et « sous le vent » de l'île a posé problème aux habitants depuis les débuts du peuplement. A différentes époques, les dirigeants ont cherché à apporter des solutions, toujours par voie terrestre.

La situation dont nous héritons aujourd'hui est tributaire de l'erreur d'aménagement faite en 1959 quand, le train ayant été supprimé neuf ans plus tôt, les décideurs choisissent de privilégier la solution « par défaut » que le gouverneur Vauboulon avait amorcée à la fin du 17e siècle. En faisant passer la première, puis la deuxième route littorale, au pied de la falaise, on les a exposées à deux forces naturelles – les effondrements de falaise et la houle marine – qui sont LES causes de l'insécurité de la route actuelle.

Une moitié de solution... au prix fort

Le projet de nouvelle route écarte un danger mais pas le second: ce n'est encore qu'une moitié de solution. Vous admettez, n'est-ce pas, que s'il faut s'écarter de la falaise parce qu'elle est friable, ce ne peut être en s'exposant davantage aux aléas océaniques et climatiques. En effet, on ne peut faire reposer une route solide sur des fonds marins de même nature volcanique, recouverts d'éboullis et déstabilisés en permanence par la houle. La leçon de Fukushima nous alerte sur notre incapacité à faire face aux conséquences d'un dépassement du risque centennal, dit «calculé». Ainsi, la route en mer n'est pas sécurisée, malgré son coût.

Il est navrant de constater que ces faux-semblants ont été chaque fois imposés sous l'apparence trompeuse d'une modernité flamboyante, alors qu'ils ne faisaient que répéter – voire amplifier – des erreurs du passé! Il est en votre pouvoir de donner à cela un cours nouveau: le changement, maintenant!

Soyez certain, Monsieur le Président, que des alternatives terrestres mixtes existent (tunnel et/ou aérien). Il nous faut faire une meilleure part à l'emploi local, notre priorité. Or, la Région promet moins d'emplois (2.500) pour ce chantier en mer de 1,6 milliard d'euros au départ, que la route des Tamarins (5.000) avec moins de 1,1 milliard d'euros à sa réception. Il nous faut aussi veiller à équilibrer nos investissements de long terme: fluidifier le trafic aux entrées de ville - seuls véritables enjeux routiers à Saint-Denis, avec le transit - et initier une filière de transport en commun d'avenir. A l'inverse, la surexploitation des carrières risque de compromettre la protection de nos ressources (eau, agrégats et pouzzolane, énergie) et de notre environnement naturel (gaz à effet de serre, faune et flore, biodiversité). Or, ce sont autant d'atouts compétitifs si nous voulons à l'avenir tourner notre économie vers un tourisme de Nature, forts du classement de l'île par l'U.N.E.S.C.O parmi les joyaux naturels de la planète.

Nous attirons votre attention sur le fait que, dans le financement de ce projet monstre, la part régionale est très déséquilibrée. En effet, les recettes sont fragilisées de tous bords, qu'il s'agisse des dotations transitant par l'Agence pour le financement des Infrastructures de Transport (A.F.I.T) ou des recettes fiscales (F.I.R.T, octroi de mer), surtout si l'assiette fiscale devient instable et pressurée du fait de la crise. Quant à la subvention européenne (151 millions d'euros), conditionnée à la réalisation d'un transport en commun, elle est au cœur d'une quasi-escroquerie. Si vous n'y prenez garde, cela vous ferait passer pour parjure après le soutien que vous avez apporté en 2012 à un transport sur rail. En effet, la Région ne disposera plus d'aucun financement pour réaliser les 150 km de Réseau Régional de Transport Guidé (R.R.T.G) promis pour 2020, à la suite de cette route. Sauf à changer de cap, maintenant.

A l'inverse, les dépenses ont déjà crû de près de 50%, avant même le démarrage du chantier. Or l'accord de Matignon 2 ne fera porter qu'à La Région seule, les surcoûts qui s'ajouteront inévitablement par la rareté des matériaux et au fil des travaux sur fonds marins inconnus et exposés aux aléas tropicaux.

**La responsabilité de l'Etat
est engagée
dans un projet à risques**

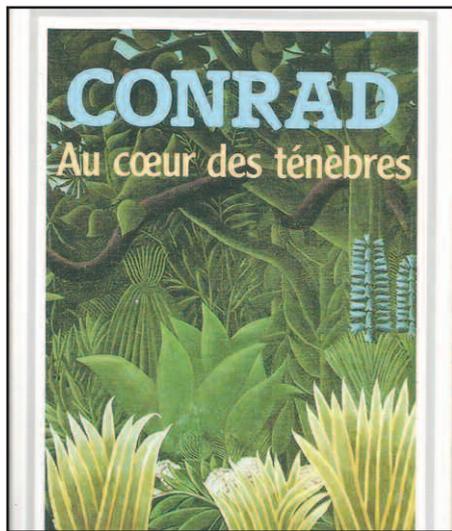
Ce projet met La Réunion dans une impasse financière, technique, sociale et environnementale, au moment où est menacée sa dernière source de richesse, la canne à sucre. Le simple bon sens fait voir qu'un entêtement à poursuivre dans la direction actuelle serait pour notre île un préjudice dont elle ne se relèverait qu'après des décennies et des décennies. Il est encore temps de reposer les bonnes questions, en remontant le fil des procédures et études, pour corriger les arbitrages hasardeux. On ne compte plus, depuis 10 ans, les conclusions partisans, les approximations techniques, les vues à œillères et à court terme, les expertises «émotionnelles» ...

Nous ne pouvons concevoir qu'un tel fléau participe du gouvernement de la France, au moment où vous préparez pour 2015 la Conférence internationale sur le Climat et alors que les recommandations mondiales vont vers des solutions économiques et énergétiques durables. Monsieur le Président, le pays entier ne peut être décrédibilisé, lors de cette manifestation, par la dénonciation d'un chantier anachronique, dicté par le «Tout-automobile» et sa dépendance séculaire à des énergies fossiles!

Pour toutes ces raisons, partagées par de très nombreux Réunionnais, nous vous demandons instamment de veiller à l'intérêt supérieur de La Réunion, en vous gardant de céder aux lobbies. Tant que le chantier n'a pas commencé – les travaux en cours NE SONT PAS ceux de la route en mer – il est de la responsabilité de l'Etat de réorienter le projet vers une solution terrestre sécurisée. En laissant faire, l'Etat serait responsable en cas de sinistre, contrairement à ce qui s'est passé après la tempête Xynthia, puisqu'il partage la paternité du projet sur le Domaine Public Maritime. Cette responsabilité sera aggravée par son refus persistant de désigner à temps une Mission d'Expertise Économique et Financière (M.E.E.F), qui a pourtant été réclamée avec force.

Soyez sûr qu'il sera au final moins coûteux d'arrêter cette folie quand il est encore temps de le faire, que de la laisser gangréner non seulement le paysage, mais de nombreux domaines de notre petite et fragile société insulaire.(...)

**A.T.R-Fnaut
Rasine Kaf,
EPI – Collectif Nout Mémoir
Association Initiative dionysienne
Collectif «NON à la NRL»**

C'en est trop!**De Conrad à Mayotte,
le racisme institutionnalisé (2)**

Au cœur des ténèbres (Heart of darkness) de Joseph Conrad, en Garnier-Flammarion.

«Heart of Darkness» rapporte l'histoire d'un conteur parti à la recherche d'un autre conteur dont il veut entendre la parole, mais ce dernier, Kurtz, se dérobe en se noyant dans son propre conte. Dévoré par un imaginaire végétal, celui-ci finit par vomir l'univers: rien ne saurait dépasser son propre phantasme qu'il juge parfait, entendons par là: abouti parce qu'irréalisable. Kurtz représente le point extrême de la fiction, celle qui aspire à se détourner de la réalité; aussi ne faut-il pas croire que la rencontre n'eût pas lieu et que la folie de Kurtz fût une ultime dérobade.

La rencontre est brève et décevante, car le but auquel Marlow tendait, qui consistait à tirer de cet homme, dont toute la compagnie vantait la valeur, un discours cohérent et fort sur l'Afrique, justifiant la présence et le rôle européens sur le continent, est réduit à néant, car depuis ses premières constatations africaines, le narrateur Marlow-Conrad se trouve confronté à une rhétorique vide dans laquelle le seul argument du fric, insignifiant, affleure.

Une parole du théâtre de Shakespeare que le jeune Polonais Conrad a traversé au cours de son apprentissage de la langue anglaise (son propre père

étant traducteur), résume parfaitement la situation dans laquelle le narrateur est enfermé: «it is a tale told by an idiot, full of sound and fury, signifying nothing» (Macbeth), c'est une histoire pleine de bruit et de fureur racontée par un idiot, du fait même que le discours que tenait l'Occident sur l'Afrique et sa présence sur le continent n'avait aucun sens, strictement aucun. Quant au profit que la France ou la Belgique tirait de sa présence en Afrique, cela n'avait en soi aucune valeur ni sur le plan moral, ni sur le plan spirituel, et Marlow en avait pleinement conscience.

«On avait donné [aux indigènes de l'équipage] chaque semaine trois longueurs de fil de cuivre, chacun d'environ vingt-cinq centimètres; et la théorie était qu'ils devaient avec cette monnaie acheter leurs provisions dans les villages de la rive. Vous imaginez comment ça marchait. Soit il n'y avait pas de villages, soit la population était hostile, soit le Directeur, qui comme nous tous se nourrissait de conserves, avait, pour ne pas arrêter le vapeur, une raison plus ou moins obscure. Ainsi à moins qu'ils n'avalent ce même fil, ou qu'ils n'en fassent des boucles pour attraper les poissons, je ne vois pas quel profit ils pouvaient avoir de leur absurde salaire. Je dois dire qu'il était payé avec une régularité digne d'une grande et honorable compagnie commerciale». Voilà la paie de l'équipage «indigène»... En toute bonne logique, l'équipage composé d'une ethnie cannibale aurait dû, affamé comme il l'était, bouffer le commandement blanc, or cela ne se produisit pas, en raison peut-être –le récit ne le précise pas– de la fascination éprouvée devant un décorum absurde que les Blancs s'acharnaient à maintenir et que rien ne peut justifier, si ce n'est un attachement morbide, une nostalgie pour le là-bas.

«Une fois un Blanc, en uniforme boutoné, qui campait sur la piste avec une escorte armée de Zanzibariens efflanqués, très hospitalier, de joyeuse humeur – pour ne pas dire ivre. Surveillez la route, l'entretien de la route, déclara-t-il. Peux pas dire que j'ai vu ni route ni entretien, à moins que le

corps d'un Noir d'âge mûr, le front troué d'une balle, sur lequel je butai littéralement à trois milles de là, ne puisse être considéré comme une amélioration durable».

Ainsi le colon garde-t-il le col empesé, le plastron ferme: «au milieu de la grande démoralisation du pays, il maintenait les apparences. Question de cran.»

Bien entendu, parfois le vernis craque: on intrigue, on abat des nègres pour se passer les nerfs.

Conrad détaille ce processus en superposant des descriptions évocatrices de grande qualité par lequel la civilisation européenne est venue non seulement s'enliser, mais se révéler dans les marais africains. On paie le travail nègre en fils de cuivre, mais pas seulement, l'Occident apporte sa verroterie et la camelote qu'il échange contre l'ivoire des défenses des éléphants, ces animaux qui incarnent la force vive et sauvage, indomptée de la Vie. La camelote, c'est notre société occidentale. C'est sa principale arme de guerre, avec la sottise rapace et sans pitié. La canaillerie a participé à la grande cause.

Faut-il rappeler ici le rôle de Jaurès dans cet «ensevelissement de ces contrées pour un éternel repos dans la poubelle du progrès, parmi toutes les balayures et, en style figuré, tous les chats morts de la civilisation». Conrad évoque à grands traits cet effort que menèrent les puissances colonisatrices pour dépeupler, souiller, exploiter, acculturer l'Afrique. Il y a une dizaine d'années à peine, on retrouvait en position de monopole dans toutes les pharmacies malgaches les tétines «trois vitesses» R. qui avaient été retirées de la vente en France en raison de leur caractère potentiellement cancérigène. Tout ce qui pouvait arriver dans ces contrées-là, écrivait déjà Conrad, c'était la maladie.

Le véritable visage d'une société se dévoile dans ce qu'elle a de pire, n'est-ce pas? – non dans ce qui se dit au milieu des ors des bureaux.

Otè!

Meusieu la koman lu na la mémwar !

La di la mémwar lé sékéktiv, sétadir él i shoizi sak él i veu retenir, é el i retiin pa sak él i veu pa retenir, an kelkesort!

Mi dira pa zot ki i lé-pars moin na poin lotorizasion koz de lu, konm sa, dan in lartik, minm si lo zistin lé anonime, an prinsip! Dirèktèr Témoiniyaz kab ankòr èt poursuivi pou médizans! Konm mi sar pa rabès a lu, ni malparlé, mé pluto vant sé kalité, alor mi rakont...

Lot zour la, pa riink lot zour, souvan moin la fine romarké, fé koz a lu si in nafèr na lontan laspasé, lu ar di a ou sa, konm si lété ièr!

Tout fason, zot va vit deviné de ki moin la po parlé!

Alor dan in rényon, i di a lu koz si 1955, kan té i veu ferm lizine Kartié Fransé.

Lu komans par dir lu lété pa prévnu ke lu devé intervenir, mé lu va dir kelke mo!

14 uzine a stépok: granboi, vubél, bofon, ravine kreuz, pierfon, lo gol.

Vubèl i apartené in sosiété fransèz; bann adandevilié, barau, bénar té gro blan, na bon pé larzan.

Mé kartié fransé té i apartiin in sosiété kréol (Payet); na problèm ék bann bank; konm si zordu, in sosiété i giny pu pèy faktur; i fèrm; i mèt la klé sou la port!

Maxime Rivière dirèktèr i apèl Bruny payet; Bruny i apèl Paul vergès; vien voir sak i spas sintsizane! Zot té lékol lisé ansanm.

Dépi 1936, i di sik bétrav i roviin moin sèr sik la kane po produire; alors na lontan zot i vé ferm dé troi lizine isi la Rényon; lès a zot?

Non, na tro plantèr ék tout zot fami vane ni somèr!

Siprim lizine, sé siprim la kane, siprim sarèt, siprim sharon (sak i fé é i répar sharèt, sak ané), marésalféran (sak i mèt lo fèr sou lo sabo bèf).

Po plant koué? Salad? Mé o moinn koudvan, lo la plé va ravine tout, va anport tout nout bone tèr, dan loséan! Sé sak zot i vé? (ogard sak laspasé Haiti-ansinnman sindoming)!

Fransoi i viin domin, i fo ni fé konprann a li, dé troi zafèr inportan, po nout péi; nou vé i siprim pa la kane isi.

Sé nout kiltir (o sans larz).

A nou i désid sak lé bon po nou! Paris i konpran pa gran soz! Dépi Colbert, i trèt a nou konm sitoyin segonn zone!

Oté Fransoi, i fo ou i ékout a nou!

Mé mi arviin si la mémwar! Mé kèl mémwar, nout kamarad néna! Shapo ba, marmay!

Justin